

RDC–États-Unis : minerais stratégiques, sécurité régionale et recomposition géopolitique

Jean-David Pantet Tshibamba, Jonathan Mbondo Mutamba, Juillet 2026, UPYA (Pôle analyse et réflexion)

Publié le 13.07.2026

Résumé

Depuis 2025, les relations entre les États-Unis et la République démocratique du Congo (RDC) connaissent un net rapprochement, dans un contexte marqué par la progression de l'AFC/M23 dans l'est du pays et le retour de Donald Trump à la présidence américaine. Cet article analyse les principales dimensions de ce rapprochement : la médiation américaine dans le conflit entre la RDC et le Rwanda, les sanctions économiques, la coopération autour des minerais stratégiques, le recours à des acteurs privés de sécurité et l'émergence d'une coopération migratoire. L'article montre que, si ce partenariat peut offrir à la RDC de nouvelles opportunités pour renforcer sa sécurité et son développement, il comporte également d'importants risques de dépendance stratégique à l'égard des États-Unis.

Abstract

Since 2025, relations between the United States and the Democratic Republic of the Congo (DRC) have entered a new phase of rapprochement, in a context marked by the advance of the AFC/M23 in eastern DRC and Donald Trump's return to the U.S. presidency. This article examines the main dimensions of this rapprochement, including U.S. mediation in the conflict between the DRC and Rwanda, economic sanctions, cooperation on critical minerals, the involvement of private security actors, and the emergence of migration cooperation. It argues that, while this partnership may offer the DRC new opportunities to strengthen its security and foster its development, it also entails significant risks of strategic dependence on the United States.

Depuis le début de l'année 2025, la République démocratique du Congo (RDC) traverse une séquence politique, sécuritaire et géopolitique décisive. L'année dernière s'est ouverte sur deux événements majeurs qui semblent redessiner certaines dynamiques traversant ce vaste pays. D'une part, l'intensification du conflit opposant l'État congolais au mouvement armé de l'AFC/M23, soutenu officieusement par le Rwanda¹, a conduit à la prise par le groupe des deux principales villes de la région du Kivu : Goma et Bukavu. Ces événements ont profondément reconfiguré les équilibres sécuritaires de l'est congolais, tout en ravivant les interrogations autour de la souveraineté nationale et des fragilités structurelles de l'État congolais.

D'autre part, le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis marque une nouvelle inflexion de la politique étrangère américaine, ce qui n'est pas sans impact pour la RDC. En effet, le Congo entretient depuis son indépendance en 1960 une relation étroite avec les États-Unis qui a profondément influencé l'évolution politique congolaise. Des intrigues de la Guerre froide aux enjeux contemporains liés aux ressources stratégiques, les changements d'orientation au sommet de l'État américain ont souvent produit des conséquences durables pour le Congo.

Ces deux évolutions concomitantes semblent avoir récemment amorcé une nouvelle dynamique de rapprochement politique entre Washington et Kinshasa. Pilotage américain des discussions de paix entre la RDC et le Rwanda ; négociations autour des minerais stratégiques ; déploiement d'entreprises de sécurité américaines sur le sol congolais, ou encore collaboration migratoire entre les deux États. Les exemples d'un renouveau des relations américano-congolaises depuis le début du second mandat de Donald Trump sont nombreux. Cette dynamique soulève toutefois plusieurs interrogations. Quels sont les contours exacts de ce rapprochement ? Dans quelles dynamiques régionales et internationales s'inscrit-il ? Quels débouchés potentiels le Congo peut-il en espérer ?

Les nouveaux visages du partenariat Washington–Kinshasa

Le rapprochement entre Washington et Kinshasa se manifeste à travers une série d'initiatives diplomatiques, sécuritaires, économiques et politiques. Il convient d'en examiner les principaux contours afin de mieux comprendre la nouvelle dynamique qui semble s'installer entre les deux États.

Médiation américaine dans le processus de paix RDC–Rwanda

L'administration Trump a fait de la crise sécuritaire dans l'est de la RDC l'un des principaux terrains d'expression de son activisme diplomatique sur le continent africain. Dans ce cadre, Washington s'est progressivement imposé comme le principal médiateur des discussions directes entre le Congo et le Rwanda, tandis que le Qatar, autre médiateur important, détient un rôle central dans les négociations menées entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23. Cette implication américaine s'est traduite par une série d'initiatives

¹ Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo, 2026

diplomatiques visant à favoriser une désescalade du conflit et à établir un cadre de coopération régionale plus stable. C'est dans cette dynamique qu'une première déclaration de principes a été signée à Washington le 25 avril 2025 par les ministres des Affaires étrangères du Congo et du Rwanda². Cette déclaration fut ensuite suivie par un accord de paix formel conclu le 27 juin 2025³. Le processus a finalement été consolidé par la signature d'un accord complémentaire sous l'égide de Donald Trump le 4 décembre 2025⁴, lequel est venu élargir et approfondir certains aspects de la coopération bilatérale, en particulier sur le plan économique.

L'un des aspects les plus remarquables de cette médiation, et sans doute l'un des plus représentatifs de l'approche privilégiée par l'administration Trump, réside dans l'articulation étroite entre les objectifs sécuritaires et les intérêts économiques liés aux ressources minières congolaises. Loin de limiter leurs ambitions à une simple cessation des hostilités, les accords conclus sous médiation américaine s'inscrivent dans une logique plus large associant stabilisation régionale, coopération économique et sécurisation des chaînes d'approvisionnement en ressources minières. En outre, si les accords engagent les parties à mettre fin aux hostilités, à cesser tout soutien aux groupes armés et à respecter la souveraineté ainsi que l'intégrité territoriale des États concernés, certains analystes rappellent néanmoins que les formulations retenues dans les textes demeurent prudentes, notamment concernant le soutien du Rwanda à l'AFC/M23, illustrant un certain équilibre diplomatique recherché par les États-Unis⁵.

Toutefois, les événements survenus à la suite de ces différents accords ont rapidement mis en lumière leur fragilité ainsi que l'écart persistant entre les engagements diplomatiques formellement souscrits et les réalités observées sur le terrain. Malgré la succession d'accords, de déclarations conjointes et d'engagements réciproques, les affrontements se sont poursuivis sur plusieurs fronts. À cet égard, la prise de la ville d'Uvira par l'AFC/M23 le 10 décembre 2025 — avant le retrait ultérieur du groupe armé —, soit quelques jours seulement après la signature à Washington de la dernière version de l'accord de paix est un épisode révélateur de la fragilité des engagements pris. Cet événement, revers diplomatique de l'administration Trump parfois interprété comme un signal de défiance adressé par Kigali au processus de paix, pourrait avoir contribué au durcissement de la posture américaine à l'égard du Rwanda dans les semaines qui ont suivi.

Coopération minière : sécurité contre accès aux ressources ?

Au-delà des engagements formels, la question minière semble, dans les faits, s'articuler autour d'un échange implicite entre garanties sécuritaires et accès privilégié aux ressources stratégiques congolaises. Plusieurs observateurs ont ainsi souligné l'existence d'une convergence d'intérêts entre les deux partenaires : d'un côté, la RDC cherche à obtenir un soutien accru face aux défis sécuritaires qui persistent à l'est de son territoire ; de l'autre, les États-Unis entendent renforcer leur accès à certaines ressources stratégiques⁶.

² U.S. Department of State, 2025

³ U.S. Embassy Kinshasa, 2025

⁴ U.S. Department of State, 2025

⁵ Amare Tighisti, Vandome Christopher, Chatham House, 2025

⁶ Verelst Bram, Abdullahi Said, Chepseba Veronica. ISS Africa, 2026

Sur le terrain, cette dimension sécuritaire semble s'appuyer, au moins en partie, sur des acteurs privés. Plusieurs sources font état de l'implication croissante de sociétés de sécurité américaines et de contractants de défense dans les dispositifs liés à la protection des infrastructures minières et à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, le nom d'Erik Prince apparaît de manière récurrente. Ancien dirigeant de la célèbre société de sécurité *Blackwater* et figure emblématique — et très controversée — de l'industrie paramilitaire américaine, il est progressivement devenu l'un des noms médiatisés de cette coopération émergente.

Selon un rapport publié en 2025 par le think tank *Africa Security Analysis*, Erik Prince aurait obtenu un contrat estimé à 700 millions de dollars destiné à soutenir les autorités congolaises dans la sécurisation des sites miniers et l'amélioration de la collecte des recettes liées à l'exploitation des minerais, notamment dans la région du Katanga⁷. D'autres observateurs évoquent par ailleurs un rôle plus important de *Vectus Global*, l'entreprise de sécurité associée à Erik Prince. Certains vont jusqu'à suggérer un appui direct aux forces congolaises engagées contre l'AFC/M23⁸. Ces affirmations demeurent toutefois difficiles à vérifier, illustrant l'opacité qui entoure une partie des mécanismes de coopération sécuritaire mis en place.

Sanctions américaines : le revolver économique de Washington

Un certain nombre de sanctions économiques récemment décrétées par l'administration américaine peuvent également être interprétées comme un autre volet notable du rapprochement entre Washington et Kinshasa. En effet, l'adoption de sanctions internationales à l'encontre des responsables de l'AFC/M23, mais également d'officiels rwandais et même d'institutions étatiques, figure depuis plusieurs années parmi les principales revendications portées par Kinshasa dans ses démarches diplomatiques. Dès février 2025, la nouvelle administration américaine a adopté une première série de sanctions ciblées à l'encontre de personnalités rwandaises et congolaises accusées de contribuer à l'instabilité dans l'est de la RDC. Parmi elles figurent notamment James Kabarebe, ministre d'État rwandais chargé de l'intégration régionale, ainsi que Lawrence Kanyuka, porte-parole de l'AFC/M23. Plusieurs entreprises soupçonnées d'entretenir des liens avec le mouvement rebelle ont également été visées.

Le durcissement de cette politique s'est poursuivi au cours de l'année 2026, notamment suite à l'éphémère prise de la ville d'Uvira par l'AFC/M23. Le 2 mars 2026, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) franchit ainsi une étape supplémentaire en ciblant directement l'armée rwandaise, la *Rwanda Defence Force* (RDF), ainsi que quatre hauts responsables militaires rwandais⁹. Selon Washington, ces acteurs auraient apporté à l'AFC/M23 un soutien militaire significatif, incluant notamment des équipements avancés, des capacités de renseignement, des drones, de l'entraînement et un appui opérationnel direct.

Le 30 avril 2026, les sanctions américaines se sont également étendues à Joseph Kabila, ancien président de la RDC, dont les relations avec les autorités de Kinshasa se sont

⁷ Africa Security Analysis, 2025,

⁸ Deutsche Welle, 2026

⁹ U.S. Department of the Treasury, 2026

profondément dégradées au cours des dernières années. Régulièrement présenté par le pouvoir congolais comme un soutien de l'AFC/M23 et condamné par contumace à la peine de mort par la justice congolaise, il est désormais également visé par le département du Trésor américain, qui lui reproche notamment d'avoir apporté un soutien financier au mouvement rebelle et d'avoir encouragé des défections au sein de l'armée congolaise¹⁰.

Enfin, le 2 juin 2026, l'OFAC a annoncé une nouvelle série de sanctions visant John Imani Nzenze, chef du renseignement de l'AFC/M23, ainsi que Gustave Kubwayo, commandant des *Forces démocratiques de libération du Rwanda* (FDLR)¹¹. En ciblant également un haut-responsable des FDLR, groupe armé opposé à Kigali, Washington cherche possiblement à modérer ses prises de position précédentes, en projetant l'image d'une politique équilibrée, dirigée contre l'ensemble des acteurs contribuant à l'instabilité régionale, indépendamment de leurs affiliations politiques ou militaires.

Une nouvelle coopération migratoire ?

Au-delà des enjeux sécuritaires, diplomatiques et économiques, l'axe RDC-USA s'est également matérialisé par l'émergence d'une nouvelle coopération migratoire. En avril 2026, Kinshasa a accepté d'accueillir temporairement sur son territoire des migrants de pays tiers expulsés des États-Unis, avec l'arrivée d'un premier contingent de quinze ressortissants sud-américains. Les autorités congolaises ont toutefois insisté sur le caractère transitoire de cette mesure, présentée comme non permanente et financée par Washington¹².

Cet accord s'inscrit dans une tendance plus large observée ces dernières années, marquée par la multiplication d'ententes entre certains pays occidentaux et des États tiers visant à externaliser la gestion de migrants dont ils souhaitent se décharger, y compris lorsque ces derniers n'entretiennent aucun lien avec le pays d'accueil. Le Royaume-Uni avait notamment annoncé, en 2022, un partenariat de cette nature avec le Rwanda — finalement abandonné — qui avait suscité d'importantes controverses sur le plan politique et juridique. De leur côté, les États-Unis ont, depuis le début du second mandat de Donald Trump et le durcissement de leur politique migratoire, conclu ou exploré plusieurs arrangements comparables avec divers États africains, comme l'Eswatini¹³, la Guinée équatoriale¹⁴ ou encore la Sierra Leone¹⁵.

Les contours exacts de l'accord migratoire conclu entre Kinshasa et Washington demeurent néanmoins flous. Plusieurs sources indiquent qu'en juin 2026, la majorité des ressortissants accueillis avaient quitté la RDC pour regagner leur pays d'origine¹⁶. Cette situation soulève des interrogations quant à la portée, à la pérennité et aux objectifs de ce dispositif.

¹⁰ U.S. Department of the Treasury, 2026

¹¹ U.S. Department of the Treasury, 2026

¹² Anadolu Ajansı, 2026

¹³ The Guardian, 2026,

¹⁴ Reuters, 2026

¹⁵ Internazionale, 2026

¹⁶ Reuters, 2026,

Congo-USA : les raisons du rapprochement

Les différents éléments présentés soulèvent toutefois une question essentielle : pourquoi un tel rapprochement intervient-il aujourd'hui entre Washington et Kinshasa ? Pour mieux comprendre, il convient de s'intéresser au contexte régional et international dans lequel cette dynamique prend forme.

L'internationalisation du conflit par Kinshasa.

Depuis la montée en puissance progressive de l'AFC/M23, l'État congolais est confronté à une impasse sécuritaire majeure. Si le conflit demeure principalement concentré dans les provinces orientales du pays, ses implications dépassent largement le cadre régional et alimentent des inquiétudes récurrentes quant à la stabilité générale de l'État congolais. Les avancées militaires de l'AFC/M23 ont en effet mis en évidence les difficultés persistantes de l'armée congolaise à rétablir durablement son contrôle sur de larges portions du territoire national et à neutraliser une rébellion bénéficiant d'un important soutien extérieur.

Face à cette situation, et après les résultats mitigés de plusieurs stratégies successives, telles que l'instauration, dès 2021, de l'état de siège dans les provinces concernées¹⁷, le recours à des contractants militaires privés européens¹⁸ ou encore l'acquisition d'équipements militaires sophistiqués, notamment de drones chinois¹⁹, le pouvoir congolais semble avoir progressivement réorienté son approche. Plutôt que de privilégier une réponse exclusivement militaire, Kinshasa cherche à présent à renforcer sa position diplomatique en mobilisant davantage ses partenaires internationaux et les organisations multilatérales afin d'accroître la pression exercée sur le Rwanda, principal soutien externe de l'AFC/M23.

Cette stratégie d'internationalisation du conflit répond à une logique claire : compenser les difficultés observées sur le terrain militaire en déplaçant une partie du rapport de force sur le terrain diplomatique, où Kinshasa estime être en meilleure posture pour challenger Kigali. Dans cette perspective, les États-Unis, en tant que première puissance mondiale et acteur disposant d'une influence politique et sécuritaire considérable, constituent pour Kinshasa un partenaire très courtisé.

Minerais, corridors économiques et rivalités de puissance : pourquoi Washington regarde de nouveau vers la RDC ?

Du côté américain, le rapprochement avec Kinshasa s'inscrit dans une évolution plus large des priorités stratégiques nationales. Le Rwanda, considéré comme le partenaire privilégié des États-Unis dans la région des Grands Lacs depuis l'arrivée au pouvoir du *Front patriotique rwandais* (FPR), a longtemps bénéficié d'un soutien politique et économique américain important. Toutefois, les transformations de l'environnement géopolitique international ont progressivement conduit Washington à réévaluer ses intérêts régionaux.

Après la fin de la Guerre froide, le continent africain avait perdu une partie de son importance stratégique dans la politique étrangère américaine. Cette tendance semble toutefois s'être inversée au cours des dernières années, à mesure que la rivalité

¹⁷ Deutsche Welle, 2023

¹⁸ BBC, 2025

¹⁹ Jeune Afrique, 2023

sino-américaine s'est intensifiée. Profitant du relatif recul occidental en Afrique, la Chine a effectivement, depuis une vingtaine d'années, considérablement renforcé sa présence sur le continent. Cette dernière se matérialise notamment à travers des investissements massifs dans les infrastructures, les secteurs extractifs et les chaînes d'approvisionnement stratégiques de multiples pays.

Mais dans le contexte d'une rivalité géopolitique de plus en plus affirmée entre la Chine et les États-Unis, l'Afrique redevient aujourd'hui un espace de compétition entre grandes puissances. Cette dynamique est particulièrement visible dans la question de l'accès aux minerais critiques, dont dépendent plusieurs industries stratégiques de pointe, telles que les intelligences artificielles, la production de batteries ou encore l'industrie de la défense.

La RDC occupe à cet égard une position singulière. Au-delà de l'ampleur exceptionnelle de ses ressources minières, son territoire couvre également un espace central au sein duquel plusieurs corridors économiques régionaux coexistent. Une part importante des flux miniers d'Afrique centrale transite actuellement par des routes commerciales reliant les ports d'Afrique orientale, souvent développés avec le soutien de la Chine, et alimentant donc prioritairement les industries chinoises. Les États-Unis soutiennent désormais activement des alternatives visant à réorienter une partie de ces flux pour sécuriser leurs propres besoins. L'un de ces projets, le *corridor de Lobito*, est notamment destiné à relier les régions minières de la RDC et de la Zambie à la côte atlantique, afin de mieux desservir le marché américain²⁰. La maîtrise de ces routes commerciales constitue ainsi l'un des grands enjeux du bras de fer global entre l'Amérique et la Chine.

Dans cette perspective, le rapprochement observé entre Washington et Kinshasa apparaît moins comme une volonté américaine de stabiliser la région que comme l'expression d'intérêts stratégiques plus profonds. Pour l'administration Trump, qui a fait de la réindustrialisation des États-Unis et du renforcement des capacités productives nationales l'un des axes majeurs de son second mandat, la sécurisation des approvisionnements en minerais critiques est primordiale. La RDC s'impose dès lors comme un partenaire dont l'importance dépasse le seul cadre régional des Grands Lacs.

Cette grille de lecture explique la place prépondérante accordée aux questions minières dans les différents accords de paix négociés à Washington. Loin d'apparaître comme un simple volet complémentaire, l'accès sécurisé aux ressources stratégiques d'Afrique centrale constitue le fil conducteur de l'engagement américain dans la région.

Un nouveau tournant pour la RDC ?

Une interrogation majeure reste en suspens : quels sont les débouchés potentiels pour le Congo à la suite de ce réalignement stratégique ? Les perspectives ouvertes par cette évolution sont aussi variées qu'incertaines.

Dans un premier temps, il faut déterminer si cette dynamique est appelée à se consolider ou si elle relève essentiellement d'un contexte particulier, susceptible de bifurquer rapidement. Les éléments actuellement disponibles ne permettent pas de trancher avec certitude. Les

²⁰ Deutsche Welle, 2024

intérêts stratégiques qui rapprochent aujourd'hui Washington et Kinshasa semblent concrets et durables. Toutefois, ils restent dépendants des évolutions du contexte international, mais aussi, et peut-être même avant tout, des priorités et éventuels revirements d'une administration américaine qui s'est, jusqu'à présent, démarquée par son imprévisibilité.

Dans un tel contexte, la pérennité des engagements pris par les États-Unis ne peut être considérée comme acquise. Qu'il s'agisse des accords de paix négociés avec le Rwanda ou des différentes formes de coopération développées avec la RDC, leur maintien dépendra largement de leur capacité à continuer de répondre à ce que Washington perçoit comme ses intérêts stratégiques immédiats.

Toutefois, si la dynamique actuelle venait à s'inscrire dans la durée, plusieurs débouchés pourraient en émerger. Un engagement américain plus soutenu en faveur d'un règlement du conflit dans l'est de la RDC pourrait contribuer à accroître la pression diplomatique exercée sur les différents acteurs impliqués et favoriser l'émergence d'une solution crédible.

Dans l'hypothèse où une telle évolution engendrerait une amélioration durable de la situation sécuritaire, l'État congolais disposerait alors d'une marge de manœuvre accrue pour réaffirmer son autorité sur l'ensemble de son territoire et engager des politiques de développement plus ambitieuses dans ses provinces orientales. Le renforcement des infrastructures, l'amélioration de l'intégration économique de ces régions et le rétablissement progressif de la présence de l'État pourraient contribuer à réduire certaines des vulnérabilités structurelles qui alimentent les cycles récurrents de violence. À plus long terme, cela pourrait limiter les conditions favorables à l'émergence de nouvelles rébellions et renforcer la cohésion nationale, donnant un nouveau souffle à un pays dont le dynamisme et l'attractivité ont largement souffert de trois décennies d'instabilité et de violences chroniques affectant de larges portions de son territoire.

Toutefois, l'approfondissement du partenariat avec Washington ne devrait pas conduire Kinshasa à considérer les États-Unis comme son unique, ni même son principal garant sécuritaire. Si la perspective de bénéficier de la protection de la première puissance mondiale peut paraître séduisante, l'histoire des relations internationales démontre que ce type de dépendance comporte des risques majeurs.

En effet, les États bénéficiant d'un protecteur extérieur tendent souvent à négliger le développement de leurs propres capacités de défense et de résilience. À terme, une telle situation fragilise leur autonomie stratégique en les rendant fortement dépendants des choix politiques et des priorités de leur garant. Ces priorités ne sont jamais garanties et évoluent souvent au gré des changements d'administration, des contraintes budgétaires ou des réorientations géopolitiques. D'ailleurs, l'État congolais — ou plus précisément zaïrois à l'époque — a déjà fait les frais d'un tel revirement. Placé sous le parapluie américain durant la Guerre froide, il a directement subi les conséquences du désengagement progressif de son protecteur à l'issue de celle-ci.

Cette prudence apparaît d'autant plus nécessaire que le système international traverse actuellement une phase de recomposition profonde. Sans remettre totalement en cause la prééminence militaire américaine, celle-ci fait désormais face à une contestation croissante de la part d'autres grandes puissances, mais également de plusieurs acteurs régionaux capables de remettre en question certaines positions américaines. Dans ce contexte, les

garanties de sécurité offertes par Washington ne peuvent plus être perçues comme une assurance absolue.

À cet égard, un parallèle intéressant peut être dressé avec l'expérience contemporaine vécue par un certain nombre d'États du Golfe. Pendant des décennies, ces derniers ont fondé une part importante de leur sécurité sur leur partenariat avec les États-Unis, dans le cadre d'un échange implicite associant accès privilégié aux ressources énergétiques et garanties sécuritaires. Si cette stratégie leur a permis de bénéficier d'un environnement relativement sûr pendant plusieurs décennies, permettant un développement stable et rapide malgré un environnement régional turbulent, elle a également favorisé une dépendance à l'égard de la protection américaine. Les évolutions récentes du contexte régional liées à la guerre entre l'Iran, les USA et Israël ont engendré des interrogations croissantes sur la volonté et les capacités américaines de protéger efficacement ses partenaires du Golfe, conduisant plusieurs de ces États à remettre progressivement en question leur alignement stratégique.

Pour la RDC, la bonne solution ne réside donc probablement pas dans la délégation de ses défis sécuritaires à un protecteur extérieur, mais dans sa capacité à tirer parti d'un rapprochement avec Washington tout en préservant son autonomie stratégique et en priorisant le renforcement de ses propres capacités de sécurité.

Dans cette perspective, le Congo devrait considérer l'Amérique à travers plusieurs prismes. D'une part, elle constitue un partenaire potentiel puissant, disposant d'importants leviers diplomatiques et militaires susceptibles de contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire en RDC. Son expertise industrielle et technologique pourrait également, si elle est mobilisée de manière adéquate, contribuer au développement et à la montée en puissance de plusieurs secteurs stratégiques de l'économie congolaise.

D'autre part, l'Amérique est un acteur dont l'influence fait aujourd'hui l'objet de contestations croissantes sur la scène internationale. Sa politique étrangère a par ailleurs historiquement été marquée par une forte propension à intervenir dans les affaires internes de ses partenaires, ce qui comporte un risque non négligeable. En outre, ses engagements restent avant tout conditionnés par ses propres intérêts, et l'imprévisibilité caractéristique de l'administration américaine actuelle appelle à une prudence d'autant plus forte.

Ainsi, pour Kinshasa, le rapprochement stratégique avec les États-Unis apparaît comme un pari ambitieux, mais risqué. Son succès dépendra largement de la capacité des autorités congolaises à en faire un levier de prospérité et de renforcement national, plutôt qu'une nouvelle source de vulnérabilité.

Bibliographie

1. Documents officiels

[Groupe d'experts des Nations Unies sur la République démocratique du Congo. \(2026\). Rapport final du Groupe d'experts conformément au paragraphe 6 de la résolution 2783 \(2025\), Conseil de sécurité des Nations Unies, doc. S/2026/466](#)

[U.S. Embassy Kinshasa. \(2025\). Declaration of Principles.](#)

[U.S. Department of State. \(2025\). Peace Agreement Signing Between the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Rwanda.](#)

[U.S. Department of State. \(2025\). Joint Declaration by the Democratic Republic of the Congo and the Republic of Rwanda on the Occasion of Establishing the Washington Accords for Peace and Prosperity.](#)

[U.S. Department of the Treasury. \(2026\). Treasury Sanctions Rwanda Officials, Condemns Blatant Violations of Washington Peace Accords.](#)

[U.S. Department of the Treasury. \(2026\). Treasury Sanctions Former Democratic Republic of the Congo President for Ties to Armed Conflict.](#)

[U.S. Department of the Treasury. \(2026\). Treasury Sanctions Rebel Commanders Driving Conflict in the Democratic Republic of the Congo.](#)

2. Littérature scientifique et rapports d'analyse

[Africa Security Analysis. \(2025\). Erik Prince's Involvement in the DRC.](#)

[Amare Tighisti, Vandome Christopher. \(2025\). Qatari Mediation and Trump's Washington Accord Are Important Steps to End Violence in Eastern DRC. Chatham House.](#)

[Bram Verelst, Said Abdullahi, Veronica Chepseba. \(2026\). Why Minerals-for-Security Deals Won't Save the DRC. Institute for Security Studies \(ISS Africa\)](#)

3. Articles de presse

[Anadolu Ajansı. \(2026\). DR Congo to 'Temporarily' Take in Deported Migrants Under US Deal.](#)

[BBC News Afrique. \(2025\). Conflit à l'est de la RDC : le pari raté sur les mercenaires roumains.](#)

[Deutsche Welle. \(2023\). En RDC, l'état de siège est en vigueur depuis deux ans.](#)

[Deutsche Welle. \(2024\). Décryptage : les enjeux du projet Lobito en RDC.](#)

[Deutsche Welle. \(2026\). Sécurité privée : l'ombre d'Erik Prince en RDC.](#)

[Internazionale. \(2026\). Sierra Leone Receives First Group of West African Deported from US.](#)

Jeune Afrique. (2023). *M23 en RDC : l'armée positionne trois drones chinois près de la frontière avec le Rwanda.*

Reuters. (2026). *Nine Migrants Deported from US to Congo Return to Their Home Countries.*

Reuters. (2026). *Rights Groups File Complaint Against Equatorial Guinea over Trump Deportations.*

The Guardian. (2026). *Trump Immigration Deportations to Eswatini.*